

Sir JOHN A. MACDONALD: M. l'Orateur, je me joins cordialement à l'honorable monsieur qui vient de parler, dans les éloges qu'il vient décerner à ceux qui ont proposé et appuyé l'adresse, à l'occasion de leur début dans cette Chambre. Il ne pouvait pas facilement s'en dispenser; et pour montrer jusqu'à quel point il était sincère dans ses éloges, il a basé son discours sur celui de l'honorable monsieur qui a appuyé l'adresse.

Je ne sais pas ce que l'honorable monsieur aurait fait si l'honorable député de Cumberland (M. Townshend) ne lui avait pas fourni le sujet du discours intéressant, amusant et instructif qu'il vient de prononcer.

Les trois discours ont été éloquentes, mais il y avait une différence dans leur genre d'éloquence. Pour faire un compliment à l'honorable député qui siège derrière moi l'honorable monsieur a dit que son langage était harmonieux et imagé. On ne peut pas dire la même chose de lui au sujet de ses remarques sur le développement du Canada. C'est un pessimiste—j'allais dire un prophète de malheur. Il a déclaré avec un air grave, car il était obligé de le faire, bien qu'à contre-cœur, que nous avons eu une belle et abondante récolte. Il a dit cela d'un ton sombre, mais sa figure s'est épanouie lorsqu'il a ajouté que les prix étaient très bas; et il a rappelé à cette occasion une remarque que faisait il y a quelques années mon ami Rufus Stephenson, lorsqu'il disait qu'une piastre était le prix normal de cette importante céréale, le blé.

L'honorable monsieur était très gai en constatant que le pays n'était pas aussi prospère, ou que, du moins, le discours du Trône n'indiquait pas une prospérité aussi générale que les années précédentes.

Nous devons dire la vérité et nous l'avons dite; nous avons admis que le Canada subissait, dans une limite restreinte, les effets de la crise qui sévit dans le pays protectionniste des Etats-Unis et dans les pays libre-échangistes de la Grande-Bretagne et d'Irlande. L'honorable monsieur prétend que la cause de cette crise se trouve dans les taxes injustes et élevées qui écrasent le peuple. Je lui demande, je demanderai à cette Chambre et au pays, s'il existe la moindre preuve que le peuple s'oppose au système actuel des impôts. En 1879 le tarif a été voté avec l'assentiment général du peuple et de ses représentants, et il n'a pas été sensiblement changé depuis. L'opposition, s'il y en a eu, a dû se produire en 1879 ou depuis. Il y a eu un appel au peuple depuis cette époque. A-t-on déposé sur cette table aucune requête d'une corporation quelconque, grande ou petite, importante ou non, disant que le pays souffre de taxes excessives, injustes, sectionnelles, exorbitantes et oppressives? Non. Nous entendons dire que les fabricants de farine et quelques autres industriels demandent une augmentation du tarif. Mais personne, ni corporation, ni particulier ne se plaint de la politique suivie par le gouvernement en établissant le tarif protecteur. L'honorable monsieur ne peut pas prendre son opinion comme guide, car il ne représente dans le pays qu'un très petit nombre de libre-échangistes.

Il sait, s'il veut l'admettre, qu'un grand nombre de ceux qui marchent avec lui, ceux qui s'appellent les réformistes, ceux qui ont pleine confiance en lui et n'en ont pas dans le gouvernement, oui, ces messieurs qui siègent en arrière de lui et l'applaudissent, ne lui permettraient pas, s'il occupait ma position, de mettre à exécution les idées extrêmes de libre échange qu'il a émises ici ce soir et ailleurs. Ses partisans ne lui permettraient pas de le faire, et il le sait bien.

Cependant l'honorable monsieur a fait une admission importante. Il a admis pour la première fois de sa vie qu'il y a eu une courte période de prospérité, une trop courte période, et je le répète, c'est la première fois qu'il admet cela depuis qu'il est le chef du parti qu'il dirige si habilement. Référons aux fidèles *Débats*, voyons les discours qu'il a prononcés en 1879-80-81-82-83-84, et nous trouverons que pendant cette courte période de prospérité, à toutes les ses-

sions et dans tous ses discours, sans jamais admettre le moindre rayon de prospérité, il a toujours fait entendre le même cri pessimiste que ce pays était ruiné et opprimé; que les taxes énormes étaient la ruine des meilleurs intérêts du pays, et aujourd'hui, il est obligé d'admettre qu'il y a eu une période de prospérité. Mais elle est passée, elle a été trop courte, elle a duré trop peu.

Eh! bien, monsieur l'Orateur, elle existe encore.

Mr. MILLS. Ecoutez, écoutez.

Sir JOHN A. MACDONALD. Oui; les honorables messieurs riront et se moqueront, et ils le regretteront, comme ils le regrettent déjà, mais je maintiens que ce pays est prospère. Oui, le pays est prospère, et lorsque l'honorable monsieur, ou qui que ce soit, viendra dire qu'il y a ici une pauvreté réelle, dans le sens européen ou américain du mot, cette pauvreté qui empêche un homme d'avoir du pain pour lui et pour sa famille, je dirai que c'est faux. Je dirai que celui-là décrie son pays. Il montre sous un faux jour la condition du peuple du Canada. D'un bout à l'autre du pays, tout homme industrieux peut gagner un salaire raisonnable pour une journée raisonnable d'ouvrage. Sans doute que l'honorable monsieur dit, "Regardez les manufactures; voyez ce qui se passe à Cornwall, à Kingston et à d'autres endroits où l'industrie du coton subit une crise."

Lorsque ce tarif a été adopté, on prétendait que la conséquence de la politique nationale serait de créer un grand nombre de rois du coton, qui auraient ce monopole du commerce, qui entasseraient d'immenses fortunes aux dépens du peuple opprimé, que la concurrence serait exclue alors; on se rappelle que l'honorable ministre des finances et moi, nous disions non, il y aura de la concurrence; cette concurrence naturelle qui résulte de la lutte d'un homme contre un autre, du capital contre le capital, et lorsque nos manufactures seront bien établies et protégées contre l'encombrement des produits étrangers admis en franchise, cette concurrence fera baisser les prix. N'en a-t-il pas été ainsi? Les prix ne sont-ils pas plus bas qu'avant? Le coton n'est-il pas à meilleur marché que jamais? Presque tous les articles produits par les industries qui ont été introduites au Canada ne sont-ils pas au-dessous du prix ordinaire? La conséquence de cette concurrence, dans l'industrie du coton par exemple, c'est qu'un trop grand nombre se sont jetés de ce côté; l'esprit de spéculation s'est éveillé, et a on placé dans cette branche d'industrie plus de capitaux que n'en demandaient les besoins du marché. Ce résultat avait été prédit, mais il est tout à l'avantage du consommateur; ces aristocrates tant vantés ont été les victimes, et c'est le peuple qui en a profité. Cet état de chose s'améliorera de lui-même, et nous voyons déjà qu'il s'améliore. Les fabricants se sont réunis et se sont dit: nous produisons, par exemple, trop de coton gris; nous allons réduire la production pour la limiter aux besoins de notre marché; nous espérons que le gouvernement nous ouvrira des marchés étrangers, mais en attendant nous allons varier nos produits; nous ferons des indiennes ou autres qualités de cotons; nous utiliserons nos fabriques et notre outillage pour d'autres fins que celles que nous nous étions d'abord proposées.

Ces sortes d'arrangements régularisent la production jusqu'à ce que la diminution soit assez considérable pour équilibrer la production et la demande; pendant ce temps-là le pays y a gagné.

L'honorable monsieur ajoute ensuite que les malheureux ouvriers sont dans la souffrance. Les ouvriers ne souffrent pas. Il peut y avoir, dans certains endroits, une réduction de gages, mais les salaires sont encore assez élevés pour permettre à un homme industrieux de vivre confortablement, lui et sa famille.

Dans d'autres endroits on a pu diminuer les heures de travail, mais cela n'est qu'en attendant qu'on ait rétabli l'équilibre entre la production et l'écoulement.